

## Les intellectuels de droite et l'Allemagne entre les deux guerres

Joseph Jurt

---

**Citer ce document / Cite this document :**

Jurt Joseph. Les intellectuels de droite et l'Allemagne entre les deux guerres. In: Chroniques allemandes, n°9, 2001. 1900-2000. Cent ans de regards français sur l'Allemagne. pp. 67-77;

doi : <https://doi.org/10.3406/chral.2001.1839>;

[https://www.persee.fr/doc/chral\\_1167-4733\\_2001\\_num\\_9\\_1\\_1839](https://www.persee.fr/doc/chral_1167-4733_2001_num_9_1_1839);

---

Fichier pdf généré le 14/03/2024

## Zusammenfassung

*Die Rechtsintellektuellen und das Zwischenkriegs-Deutschland.*

Die Haltung, die man nach dem Ersten Weltkrieg Deutschland gegenüber einnehmen sollte, war der Gegenstand einer eigentlichen Debatte. Das nationalistische Lager gründete mit der *Revue universelle* eine Plattform, die sich am Manifest von Henri Massis von 1919 orientierte («Die nationale Intelligenz im Dienste des nationalen Interesses»). Die intellektuelle Mobilisierung gegen Deutschland war einer der zentralen Punkte der Zeitschrift. Wenn Frankreich die Rolle einer führenden Nation zugeschrieben wurde, dann um die Idee einer Ordnung zu verteidigen, die auf dem doppelten Erbe der griechisch-römischen Zivilisation und des Katholizismus beruhte. Die französische Republik von 1792 habe indes Deutschland einen Nationalismus gelehrt, der wohl von Frankreich erfunden, jedoch gegen Frankreich eingesetzt wurde. Die deutsche Kultur war in den Augen der Denker der Action française bloß eine Maske, um den deutschen Imperialismus zu legitimieren. Mit diesem Konstrukt eines unwandelbaren Deutschlands verbanden sich bei Maurras und seinen Schülern der Geist der Revolution und des kollektiven Individualismus. Verkannt wurde jedoch, dass die Natur dieses integralen Nationalismus eher der deutschen als der französischen Tradition entsprach.

Die These einer deutsch-französischen Erbfeindschaft fand vor allem dank der Publikationen von Jacques Bainville große Resonanz. Seine Ansichten über den Versailler Vertrag waren indes durchaus hellsichtig. Deutschland werde durch diesen Vertrag gedemütigt, behalte aber seine Macht, was dem Land erlaube, sich wieder zu erheben. Aufgrund ihrer Germanophobie widersetzte sich die Action française Hitler auf der politischen Ebene. Die Germanophobie war aber nicht eine genügend scharfe Waffe gegen den Nationalsozialismus. Wegen ihrer Missachtung der liberalen Demokratie hatte die Liga von Maurras dazu beigetragen, den Geist des Widerstandes zu unterminieren. Ihr bloß defensiver Nationalismus mündete logischerweise in das Programm «Frankreich allein» von Vichy.

## Résumé

Les intellectuels de droite et l'Allemagne entre les deux guerres.

L'attitude à prendre à l'égard de l'Allemagne a été après la Première Guerre mondiale l'enjeu de tout un débat. Le champ nationaliste créera avec la *Revue universelle* une plate-forme inspirée par le programme de Massis de 1919 (« L'intelligence nationale au service de l'intérêt national »). La mobilisation intellectuelle contre l'Allemagne a été un des points centraux de la revue. Si la France avait une fonction de guide, c'était pour défendre l'idée d'un ordre constitué par le double héritage de la civilisation gréco-romaine et du catholicisme. La République de 1792 aurait cependant enseigné à l'Allemagne un nationalisme inventé par la France qu'elle aurait mis en œuvre contre la France. Le germanisme et la *Kultur* allemande étaient aux yeux des penseurs de l'Action française des masques légitimant l'impérialisme allemand. Dans cette construction d'une Allemagne immuable, celle-ci était rattachée, notamment par Maurras et ses disciples, à l'esprit de Révolution et à l'individualisme collectif. Ces hommes méconnaissaient cependant que le caractère même de leur nationalisme intégral relevait d'une tradition plutôt allemande que française. L'affirmation d'une inimitié franco-allemande héréditaire trouva une large audience à travers les publications de Jacques Bainville. Ses thèses sur le traité de Versailles ont été plutôt clairvoyantes : l'Allemagne, humiliée par le traité, garderait une puissance qui lui permettrait de se relever. À cause de sa germanophobie, l'Action française s'est opposée sur le plan politique à Hitler. Mais la germanophobie n'était pas une arme assez forte contre le national-socialisme. À travers son mépris à l'égard de la démocratie libérale, la ligue de Maurras avait contribué à saper la force de la résistance. Le nationalisme purement défensif de la ligue avait conduit très logiquement à la « Seule France » de Vichy.

## Les intellectuels de droite et l'Allemagne entre les deux guerres

---

La guerre de 1914 a été un coup très dur pour les intellectuels qui s'étaient engagés pour Dreyfus s'opposant en même temps au militarisme, au pouvoir de l'Armée et à l'idée d'une guerre. Le fait que la guerre ait lieu a dû être ressenti comme un échec. Dans le contexte de l'union sacrée autour de Clemenceau, les intellectuels étaient forcés de défendre les mêmes valeurs que leurs adversaires antidreyfusards : la défense de la patrie face à l'ennemi. La conviction pacifiste des dreyfusards, leur idée que l'Allemagne n'était pas si dangereuse que ne le croyaient les nationalistes, cette idée a reçu un démenti cruel avec la Grande Guerre. Kenneth E. Silver a montré dans son ouvrage *Vers le retour de l'ordre*, que sous l'axiome de l'« union sacrée » même l'avant-garde s'était maintenant convertie aux valeurs patriotiques et qu'avec la première bataille de la Marne l'interprétation et le paradigme culturel de la droite prévalaient, à savoir qu'une France décadente avait été soudain ramenée à la raison par la guerre<sup>1</sup>. A la suite de la guerre, les nationalistes autour de l'Action française avaient donc le vent en poupe en insistant sur le devoir patriotique et en appelant à ne pas séparer la « pensée » et l'« action ». À un Romain Rolland qui avait dénoncé dans sa « Déclaration de l'indépendance de l'esprit » la soumission des intellectuels à une cause nationale, Henri Massis, proche de l'Action française, devait répondre par son manifeste « pour un parti de l'intelligence » publié dans le *Figaro* du 9 juillet 1919 : « *L'intelligence nationale au service de l'intérêt national, tel est notre premier principe*<sup>2</sup> ». Contre « cette internationale de la pensée que veulent accaparer les bolchevistes de la littérature », « le parti de

1. Voir Kenneth E. Silver, *Vers le retour à l'ordre: l'avant garde parisienne et la Première Guerre mondiale*. Paris, Flammarion, 1991.

2. Cité d'après Jean-François Sirinelli, *Intellectuels et passions françaises. Manifestes et pétitions au XX<sup>e</sup> siècle*. Paris, Fayard, 1990, p. 44.

l'intelligence» se propose comme finalité «*la réfection de l'esprit public en France par les voies royales de l'intelligence et des méthodes classiques, fédération intellectuelle de l'Europe et du monde sous l'égide de la France victorieuse, gardienne de toute civilisation*<sup>3</sup>». Par ces propos, Massis avait parfaitement bien résumé le point de vue des intellectuels dans la mouvance du nationalisme intégral.

L'attitude à prendre à l'égard de l'Allemagne, après cette guerre si meurtrière, a été l'enjeu de tout un débat. Pour les uns, il fallait en tirer comme leçon une attitude inspirée par un internationalisme pacifiste pour parer à toute nouvelle guerre ; pour les autres, il fallait défendre en premier lieu l'intérêt national pour ne plus être victime d'une agression. Même la *NRF* ne pouvait pas revenir simplement à la conception d'une littérature pure comme si rien ne s'était passé<sup>4</sup>. Jean Schlumberger avait en effet envisagé la *NRF* d'après-guerre comme un bi-mensuel qui devait être au service de la nation. Dans une lettre adressée à Rivière, il plaidait en 1917 pour une formule en épigraphe «qui exprime ce qu'il y a réellement de commun entre nous tous, depuis Claudel jusqu'à Martin du Gard ou Hamp, une «France d'abord» [...]»<sup>5</sup> La formule «La France d'abord» fait penser à l'Action française. Schlumberger, d'origine alsacienne, se montrait surtout préoccupé par une Allemagne qui constituait à ses yeux encore un «danger». Selon lui, on vivait dans une période de «trêve». On ne saurait encore se «laisser aller à l'insouciance de la paix<sup>6</sup>».

Jacques Rivière, en revanche, ne partageait pas les appréhensions de Schlumberger. Prisonnier de guerre, il avait découvert et reconnu l'altérité allemande : «[...] la vision allemande m'était apparue, non pas bien entendu aussi juste, mais aussi nécessaire que la mienne<sup>7</sup>». Il n'entendait pas infléchir la ligne de la *NRF* dans le sens d'un moralisme national, même provisoire, souhaité par Jean Schlumberger. Gisèle Sapiro a très bien décrit cette nouvelle situation : «La guerre avait permis aux nationalistes de se poser en moralistes et d'imposer aux défenseurs de la littérature pure leur problématique. Et, selon un schéma récurrent, c'est dans le souci de préserver l'autonomie de la littérature contre la politisation que les premiers tentaient de lui faire subir sous le couvert de l'intérêt national que les seconds étaient conduits à lui opposer, mobilisant les

3. *Ibidem*, p. 45.

4. Voir à ce sujet Michael Einfalt, «Autonomie littéraire et engagement politique, *La Nouvelle Revue française* et l'Allemagne après la première guerre mondiale», *Recherches & Travaux*, n° 56, 1999, p. 81-93.

5. Lettre de Jean Schlumberger à Jacques Rivière du 15 octobre 1917, *NRF*, n° 22 [1975], p. 24.

6. Jean Schlumberger. *Œuvres*, tome 2. Paris, Gallimard, 1958-1962, p. 204-205.

7. Jacques Rivière, *Une conscience européenne (1916-1924)*. Paris, Gallimard, 1992, p. 19.

représentations forgées pendant l'affaire Dreyfus, la recherche de la vérité comme un moralisme de l'universel supérieur à l'intérêt national<sup>8</sup>». Rivière se réclamait des clivages qui s'étaient constitués à l'époque de l'affaire Dreyfus et refusait un point de vue politique étroit en se référant à des valeurs éthiques (universelles) par le biais de l'antithèse élaborée par Péguy entre politique et mystique : «Je suis un mystique de la vérité. Je suis un Dreyfusard<sup>9</sup>».

Le point de vue de Rivière va s'imposer au sein de la *NRF* assurant à celle-ci une place spécifique à l'intérieur du champ intellectuel. Le champ nationaliste en revanche créera en 1920 avec la *Revue universelle* une plate-forme intellectuelle s'inspirant explicitement du programme formulé par Massis dans le Manifeste précité «Pour un parti de l'intelligence». Henri Massis sera le rédacteur en chef de la *Revue universelle* et l'historien Jacques Bainville le directeur. «En hommage à cette universalité de l'intelligence» précise le programme liminaire le nom du périodique qui propose de «présenter des idées françaises authentiques [...] apportées jusqu'à nous par la bonne tradition», mais obscurcies par «les modes de la Révolution et du romantisme<sup>10</sup>». Dès les premiers numéros, Barrès et Massis intervenaient par des articles dans la revue. Barrès y lança un plaidoyer en faveur de la recherche scientifique rappelant que la science allemande avait assuré la puissance militaire en Allemagne depuis 1871, la puissance économique allemande reposant sur la coopération entre science et industrie. Lors de la libération du sol national français pendant la Grande Guerre, la science française aurait également pris une part prépondérante<sup>11</sup>. Si la France avait suivi ainsi le modèle allemand, elle se distinguait, selon Barrès, par une approche humaine des découvertes scientifiques : «Chez l'Allemand, le point faible est la débilité de l'esprit critique, l'abdication des délicatesses morales et l'oubli de tout humanisme; le point fort est la docilité aux injonctions du savoir et l'aspiration vers le mieux technique<sup>12</sup>».

La mobilisation intellectuelle contre l'Allemagne a été un des points centraux de la *Revue universelle*. Le directeur Jacques Bainville, ne cessait de mettre en relief la nécessité d'une bonne information sur l'ennemi : «Le devoir de l'État français est clair. Il doit porter sur les choses d'Allemagne une attention méthodique. Il doit organiser cette information.

8. Gisèle Sapiro, *La Guerre des écrivains 1914-1953*. Paris, Fayard, 1999, p. 143.

9. Henri Ghéon, Jacques Rivière, *Correspondance (1920-1925)*, cité *ibidem*, p. 143.

10. «Notre programme», *La Revue universelle*, I, 1920, p. 1, cité par Michael Einfalt, *Natur, Gott und Modernität*, Tübingue, Niemeyer, 2001, p. 34.

11. Voir François Broche, «Barrès et la recherche scientifique», in: André Guyaux, Joseph Jurt, Robert Kopp (éd.), *Barrès. Une tradition dans la modernité*. Paris, Champion, 1991, p. 163-179.

12. Maurice Barrès, «La réorganisation intellectuelle de la France», *La Revue universelle*, II, 1920, p. 403, cité par Michael Einfalt, *op. cit.*, p. 36.

Quant à la tâche des particuliers, elle consiste à renseigner l'opinion publique et à avancer aussi loin que possible dans la connaissance de l'Allemagne<sup>13</sup>». Pierre Lasserre plaidait pour la même raison pour un enseignement de l'allemand approfondi dans les lycées et les universités. «Comment vaincre la pensée allemande?» se demanda l'auteur et poursuivit: «Quand il s'agit de sécurité militaire, de garanties économiques et de réparations, serrons la vis aux Boches. Dans l'ordre des idées et des lettres, jouons la partie largement et sans chétives précautions. C'est la seule manière de la gagner<sup>14</sup>».

Il faut cependant insérer ces prises de positions à l'intérieur de la vision globale de l'Allemagne des intellectuels se réclamant du nationalisme intégral. Le nationalisme intégral partait toujours d'une image de sa propre nation. À leurs yeux, la France était le leader naturel de l'Europe et elle avait perdu cette position à la suite des faiblesses internes engendrées par la Révolution française et les institutions démocratiques. Il fallait donc élaborer un programme de restauration de la prééminence française. Jacques Bainville écrivit ainsi: «Le nationalisme est une attitude de défense, rendue nécessaire par la faiblesse de l'État français<sup>15</sup>».

Ce nationalisme se définissait également par rapport aux autres nations. Eugène Weber souligne ainsi que le domaine dans lequel l'Action française restait la plus active pendant les années de relative stagnation politique, ce fut celui des affaires étrangères: «Ce fut la politique étrangère du journal qui lui rallie bien des sympathies ébranlées ou perdues en raison de ses autres opinions<sup>16</sup>». Stephen Wilson relate à son tour que nombre des dirigeants de l'Action française avaient beaucoup voyagé. Maurras, Bainville et Léon Daudet avaient visité de nombreux pays étrangers et Bainville s'intéressait particulièrement aux relations internationales<sup>17</sup>. Mais les voyages ne devaient pas ouvrir l'horizon vers les autres pays, mais aiguïser aux dires de Louis Bertrand «le sens de l'ennemi», confirmer le sentiment national. C'est en Allemagne que «je me découvrais Français», écrivit Georges Valois<sup>18</sup>. Les voyages à l'étranger avaient fait prendre conscience à Maurras ou Bainville, comme ils l'affirmaient à maintes reprises, de la faiblesse de la France face à la

13. Jacques Bainville, «L'Allemagne mystérieuse», *La Revue universelle*, I, 1920, p. 264, cité par Michael Einfalt, *op. cit.*, p. 36-37.

14. Pierre Lasserre, «Comment vaincre la pensée allemande?», *La Revue universelle*, III, 1920, p. 431, cité *ibidem*, p. 37.

15. Jacques Bainville, *Journal*. Paris, 1948, tome I, p. 83, cité par Stephan Wilson. «La France et l'étranger», *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, tome XX, juillet-sept. 1973, p. 465.

16. Eugen Weber, *L'Action française*. Paris, Stock, 1962, p. 309.

17. Stephen Wilson, *op. cit.*, p. 465.

18. Georges Valois, *D'un siècle à l'autre*. Paris, 1921, p. 157, cité *ibidem*, p. 465.

force des nations voisines qu'ils entendaient combattre par leurs propositions politiques.

Les maurrassiens ne partaient pas d'une conception générale de la nation, mais de l'idée d'un profil spécifique de chaque nation comme une donnée historique plus ou moins immuable. Si la France avait une fonction de guide, ce n'était pas, à leurs yeux, pour propager un message universel de la liberté, mais pour défendre l'idée d'un ordre constitué par le double héritage de la civilisation gréco-romaine et du catholicisme<sup>19</sup>. Le nationalisme était particulièrement hostile à l'égard de toute conception internationaliste, mais aussi à l'égard de l'idée de l'Europe qui aurait à peine existé au Moyen Âge, et ceci grâce à la persistance de l'idée de l'Empire romain, mais qui n'était plus une réalité actuelle. «L'Europe? Qu'est-ce que c'est l'Europe?» demandait Maurras. «Quelle communauté de vues peut-on supposer entre un Hollandais qui cultive ses tulipes et un Macédonien perdu dans ses rochers?<sup>20</sup>»

Face au bolchevisme, les nationalistes intégraux propageaient tout de même l'idée d'une entité transnationale, celle de l'Occident. Léon Daudet, Louis Bertrand et Bainville avaient accepté l'image présentée par Massis dans sa *Défense de l'Occident*, à savoir celle d'une Europe menacée par les forces croissantes de l'Est. Mais l'Occident de Massis était une Europe extrêmement réduite. La frontière orientale de l'Occident se situait pour lui sur les bords du Rhin et cette notion de l'est englobait, en dépit de toute logique géographique, également l'Angleterre. Parmi cette philosophie asiatique qui aurait détruit la civilisation gréco-romaine, Massis comptait Browning, Blake, Nietzsche et Dostoïevski. Il reprochait surtout à la psychologie culturelle allemande représentée par Spengler et Kayserling d'avoir ouvert la voie vers l'Asie. C'est contre cette attaque que Malraux lancera par ailleurs son petit livre *La Tentation de l'Occident*.

Pour les représentants du nationalisme intégral, l'Allemagne restera la préoccupation majeure à côté de la Russie et des alliés occidentaux, l'Angleterre et l'Italie. Jacques Bainville avait publié dès 1915 son *Histoire des deux peuples* représentant l'Allemagne et la France comme des ennemis éternels, l'Allemagne étant toujours la menace et la France toujours menacée. La monarchie aurait su contenir la menace allemande, mais la République de 1792 aurait enseigné à l'Allemagne un nationalisme inventé par la France qu'elle aurait mis en œuvre contre la France : «Devenus forts comme nation, délivrés de la tutelle européenne», écrit Bainville dans son Journal intime, «les Allemands se sont vautrés dans leur barbarie. Ils sont retournés à leur état primitif, à leur fonction

19. Je résume ici les thèses de Stephen Wilson. p. 486.

20. Cité *ibidem*, p. 466.

de bords envahissantes<sup>21</sup> ». Les intellectuels de l'Action française présentaient en effet une vision essentialiste des nations. L'Allemagne, fermée à la civilisation gréco-romaine, n'aurait pas changé ; elle aurait élaboré sa propre «Kultur», un germanisme allant de Kant jusqu'aux propagandistes nazis. « Il y a une essence allemande », affirma ainsi Léon Daudet, « [...] qui ferme l'Allemand à la pitié [...], à l'espérance, à l'amitié, à la confiance<sup>22</sup> ».

Le germanisme et la «Kultur» allemande étaient aux yeux des penseurs de l'Action française des masques légitimant l'impérialisme allemand. Le nationalisme allemand était aux yeux de Bainville idéaliste et constituait «un appel permanent et un titre à des réalisations indéfinies<sup>23</sup>». L'Action française s'opposait ainsi à la thèse des deux Allemagnes contenue déjà chez M<sup>me</sup> de Staël mais professée explicitement par le philosophe Elme-Marie Caro après l'invasion de 1870-1871<sup>24</sup>. Aux yeux des intégristes nationaux, le militarisme prussien n'était pas une aberration, mais une expression essentielle de l'Allemagne.

Dans cette construction d'une Allemagne immuable celle-ci était rattachée notamment par Maurras et ses disciples à l'esprit de Révolution et à l'individualisme collectif. Cet individualisme se serait manifesté par le romantisme importé d'Allemagne par l'intermédiaire de Rousseau sapant ainsi l'ordre classique. «Toute l'Action française, écrivit ainsi René Rémond, a bataillé sans trêve contre le romantisme politique, social, littéraire même, tenu pour un système de dérèglement mental et source de confusion intellectuelle<sup>25</sup> ». La réaction littéraire a été même pour Maurras, à l'origine de sa réaction politique. C'est «par l'analyse des dernières erreurs littéraires du romantisme que nous avons été conduits et même entraînés à l'étude de l'erreur morale et politique en révolution», affirma Maurras<sup>26</sup>. Romantisme et Révolution étaient assimilés comme le règne du désordre ayant sa source commune en Rousseau, et par là en dernière instance en Allemagne. Car la source de cet esprit fut rattachée à la Réforme par le biais de Genève. Voilà la filiation

21. Jacques Bainville, *Journal*, I, p. 45, cité par Stephen Wilson, *art. cit.*, p. 470.

22. Léon Daudet, *La Drame franco-allemand*. Paris, 1940, p. 142-143, cité *ibidem*, p. 471.

23. Jacques Bainville, «Germanisme et nationalité», *L'Action française*, 25 novembre 1930, cité *ibidem*, p. 471.

24. Voir aussi Joseph Jurt, «Le mythe des deux Allemagnes», *Le Monde*, 9 juin 1990 (supplément LIBER, II, 2) ; *id.*, «Deutsch-französische Fremd- und Selbstbilder in der Literatur und Publizistik der Gegenwart», *Frankreich-Jahrbuch 1995*. Opladen, Leske & Budrich, 1996, p. 57-80.

25. René Rémond, *La Droite en France de 1815 à nos jours*. Paris, Aubier, 1954, p. 176.

26. Charles Maurras, *Trois idées politiques* (1898), citées d'après *Œuvres capitales*, tome II, Paris, 1954, p. 176.

établie par Maurras: «la Bible de la Réforme, les statuts de la République de Genève, les théologiens calvinistes, le vieux ferment individualiste de la Germanie auquel la Suisse trilingue servait déjà de truchement européen, enfin les élans personnels d'une sensibilité qui n'était retenus ni par les mœurs héréditaires, ni par une raison très saine, voilà les humbles causes des idées qui naquirent dans l'esprit de Rousseau<sup>27</sup>». «Les pères de Révolution, continue Maurras, sont à Genève, à Wittenberg, plus anciennement à Jérusalem!<sup>28</sup>» L'idée de la Révolution était pour Maurras née dans le «désert hébreu» et les «forêts germaniques». La pensée contre-révolutionnaire impliquera ainsi à la fois l'antisémitisme et antigermanisme. Au refus de la Révolution, nourri par l'antirromantisme foncier, correspondait une doctrine politique qui avait également son point de départ dans l'esthétique: «Le classicisme est le fond de son système [sc. de celui de Maurras] tant politique que littéraire, affirme encore René Rémond, dans l'exacte mesure où son éthique est dictée par une esthétique<sup>29</sup>. L'individualisme romantique fut rattaché, comme nous l'avons vu, à la Réforme. «Commencée sous le signe de la liberté de l'esprit, la révolte de Luther, écrivit à son tour Henri Massis, a rejeté le droit dans le monde, pour en donner l'exclusivité à l'État, aboutissant ainsi à l'idolâtre de l'autorité laïque<sup>30</sup>». L'individualisme de Luther et de Kant transposé dans l'État aurait conduit, selon cette argumentation, à un nationalisme égoïste. On allait même jusqu'à établir une filiation entre Luther et Hitler. Léon Daudet parlait aussi dans un article intitulé «La croix gammée contre la Croix», publié dans *L'Action française* du 19 mars 1938, du nazisme comme d'une «seconde Réforme allemande». Cet avis est tributaire des thèses maurrassiennes et hostile à la Réforme, car celle-ci n'était, aux yeux du maître de l'Action française qu'une manifestation de «l'essence anarchique de l'individualisme propre aux Germains<sup>31</sup>». Même Bernanos citera dans *Les Grands Cimetières sous la lune* l'affirmation de Léon Daudet et il comparait à plusieurs reprises le dictateur nazi à Luther, appelant le premier «le Luther de la nouvelle Réforme allemande<sup>32</sup>», et allant jusqu'à appeler Luther le «premier Hitler<sup>33</sup>». Cette idée qui a son origine chez Léon Daudet ne

27. *Ibidem*, p. 87-88.

28. *Ibidem*.

29. René Rémond, *op. cit.*, p. 176.

30. Henri Massis, *Défense de l'Occident*, p. 238-239 cité par Stephen Wilson, *art. cit.* p. 472

31. Charles Maurras, *Devant l'Allemagne éternelle*, Paris, Éditions de l'Étoile, 1937, p. 7. Luther est présenté dans le même ouvrage comme «le grand sécessionniste de la civilisation européenne, le patron de l'individuation religieuse [...] le grand Barbare et par voie d'équivalence, le grand anarchiste» (*ibid.* p. 263).

32. Bernanos, *Essais et écrits de combat*. Tome II, Paris, Gallimard, 1995, (Coll. «Bibliothèque de la Pléiade»), p. 230.

33. *Ibidem*. p. 37.

me semble pourtant pas s'accorder au mouvement profond de l'œuvre bernanosienne; l'écrivain a exprimé toute sa sympathie à l'égard de Luther à travers les paroles du curé de Torcy. La révolte de Luther dans le *Journal d'un curé de campagne*, assoiffé de justice, l'aurait jeté en fin de compte dans le désespoir. Le protestantisme est considéré par Bernanos dans son essai «Frère Martin» comme «un compromis avec le désespoir» et associé à l'esprit allemand, «à ce grand désespoir stérile, à cet immense orgueil condamné à douter éternellement de lui-même, et qui, de siècle en siècle, fait de la fatale Germanie à la fois le martyr et le bourreau du genre humain<sup>34</sup>». L'auteur du *Journal d'un curé de campagne* s'approche de Frère Martin, comme le remarque le pasteur André Dumas, sur «le terrain terriblement équivoque des vocations nationales» à partir d'une valorisation religieuse de la France comme peuple élu, face à cette «chrétienneté manquée» qu'est à ses yeux, l'Allemagne<sup>35</sup>. Je pense que l'écrivain aura moins pensé à une identité de contenu entre la Réforme et le national-socialisme – idée offensante et révoltante pour les Églises protestantes – qu'à une analogie de structure; il perçoit la structure métaphysique de la Réforme, qui caractérise également le national-socialisme, tandis que Maurras réduit les deux phénomènes à leurs dimensions socio-politiques.

Si les penseurs de l'Action française s'opposaient d'une manière systématique à l'Allemagne ils ne se rendaient pourtant pas compte de leurs dettes à l'égard de la pensée allemande. «Le caractère même du nationalisme intégral défensif et pessimiste», était, aux yeux de Stephen Wilson, «davantage dans la tradition allemande que française. [...] Son insistance étroite sur la «seule France» était liée bien plutôt au nationalisme qu'elle dénonçait sous le nom de "germanisme"»<sup>36</sup>. L'élément irrationnel de la «terre et des morts» de Barrès était davantage encore redevable à la pensée allemande.

À partir de cette image globale de l'Allemagne s'explique l'attitude des nationalistes intégraux face à deux phénomènes historiques de l'entre-deux-guerres, qui avaient à voir avec l'Allemagne, à savoir le traité de Versailles et la montée du national-socialisme.

La thèse d'une inimitié franco-allemande héréditaire proférée notamment par Bainville, ne résistait pas au fond à un examen historique approfondi, mais elle trouva une large audience auprès d'un public avide

34. *Ibidem*, p. 37-38.

35. André Dumas, in: *Georges Bernanos. Essais et témoignages réunis par Albert Béguin*. Neuchâtel, La Bâconnière, 1949, p. 169; voir aussi Joseph Jurt, «Hitler, enfant humilié», *Études bernanosiennes*, n° 14, 1972 (RLM, n° 340-345), p. 89-110.

36. Cité par Stephen Wilson, *art. cit.*, p. 474.

d'explications simples. *L'Histoire de France* de Bainville avait totalisé en 1961 un tirage de plus de 340000 exemplaires et son *Histoire de deux peuples* 88000 exemplaires<sup>37</sup>. L'analyse que Bainville proposa au sujet du traité de Versailles avait été plutôt clairvoyante et Raymond Aron écrivit non sans raison : « De Bainville et de Keynes, c'est Bainville qui vit clair<sup>38</sup> ». Bainville avait caractérisé le traité de Versailles par sa formule célèbre : « Une paix trop douce pour ce qu'elle a de dur<sup>39</sup> ». L'Allemagne serait humiliée par le traité mais elle garderait sa puissance et son armée ce qui permettrait au vieil ennemi de se relever : « La caractéristique du traité de 1918... c'est que la France demeure en présence d'une Allemagne de laquelle nous exigeons un lourd tribut et qui conserve tout ce qui permet à un peuple de secouer son joug...<sup>40</sup> » Bainville critiquait dans la suite l'illogisme d'une politique qui établissait de bons rapports avec l'Allemagne tout en soutenant les nouvelles nationalités qui se créaient à l'Est de l'Allemagne pensant avoir ainsi le drap et l'argent. L'Action française s'opposait aux principes des nationalités et plaidait pour la restauration des Habsbourg à la tête d'un État fédéral multinational qui contrebalancerait l'influence allemande en Europe de l'Est. L'Action française était hostile en 1930 à l'égard du plan Young qui transformait la politique des réparations et elle s'opposait presque seule également à l'évacuation de la Rhénanie, car la France abandonnerait pour cette mesure des gages concrets en échange de promesses jusqu'à ce jour jamais tenues.

Quelle était l'attitude de l'Action française face à l'Allemagne national-socialiste ? « Notre mouvement tendait à combattre l'influence allemande dans les arts, les lettres, l'histoire, la philosophie », déclara Maurras lors de son procès au 1945<sup>41</sup>. Ernst Nolte en revanche considérait l'Action française comme une des trois formes du fascisme. Je ne pense pas qu'il avait raison. Le mouvement de Maurras a certes mis en relief les valeurs de l'autorité et de la hiérarchie ; il était antidémocratique et considérait l'intérêt national comme un principe absolu, mais le caractère rationaliste et doctrinaire de l'Action française se distinguait de l'anti-intellectualisme fasciste ; ce qui me semble être plus important encore c'est l'anti-étatisme de Maurras qui plaidait pour la liberté des États dans une monarchie décentralisée ce qui s'opposait à l'idée d'un *stato totalitario*. Maurras récusait l'argumentation biologico-raciste de

37. D'après Eugen Weber, *op. cit.*, p. 310.

38. Raymond Aron, Préface à Etienne Mantoux, *La Paix calomniée ou les Conséquences économiques de M. Keynes*. Paris, 1946 cité par Stephen Wilson, *art. cit.* p. 476.

39. *L'Action française*, 8 mai 1919.

40. *Ibidem*.

41. Le procès de Charles Maurras. Compte rendu sténographique. Paris, 1946, p. 46 cité par Stephen Wilson, *art. cit.*, p. 472.

l'antisémitisme nazi, tout en soutenant un antisémitisme nationaliste. «Le racisme et l'élitisme ne peuvent correspondre qu'à des sociétés imparfaites [...]» écrivit Thierry Maulnier. «En face de l'étatisme et du racisme, le nationalisme représente la seule manière acceptable de sauvegarder des valeurs réelles, parce qu'il est la seule attitude sociale également dépouillée de mystère et d'abstraction<sup>42</sup>».

À cause de sa germanophobie viscérale l'Action française s'opposait également sur le plan politique au mouvement de Hitler. Le journal de Maurras avait désigné déjà en 1930 le mouvement de Hitler comme «un des plus grands dangers pour la France<sup>43</sup>». Pendant les années 1937-1939 l'Action française attaqua Hitler et ses admirateurs en France d'une manière systématique souvent seule parmi les groupes de droite. La ligue de Maurras ne différençait pourtant pas entre Hitler et le peuple allemand. À ses yeux, Hitler était l'incarnation d'une «Allemagne éternelle».

La germanophobie seule n'était pourtant pas une arme assez forte contre le nationalsocialisme. À travers son mépris à l'égard de la démocratie libérale la ligue de Maurras avait contribué à saper la force de la résistance. Ce nationalisme négatif n'avait aucune dimension constructive. Les disciples de Maurras se contentaient de dire à chaque coup: «On vous l'avait bien dit» ce qui provoqua la réaction significative de Georges Bernanos qui avait rompu avec l'Action française en 1932: «Hélas! à chaque nouvel enfoncement de mon malheureux pays, j'entends depuis 1908 des voix amies me souffler à l'oreille: "Nous avons raison!" Et la France donc! Seulement, voyez-vous en politique comme en amour, *d'avoir eu raison* n'a jamais rien apporté à personne. *Avoir raison*, tout est là<sup>44</sup>». Tout en étant hostile à Hitler, l'Action française pensait qu'il fallait compter avec la puissance allemande et elle salua ainsi les accords de Munich en 1938 comme une victoire du bon sens, un raisonnement qui n'aurait pas été forcément accepté par Bainville, mort en 1936.

Le nationalisme purement défensif de l'Action française avait conduit très logiquement à la «Seule France» de Vichy; l'action néfaste de la pensée maurrassienne a été dénoncée lucidement encore par Bernanos en novembre 1940: «Jamais on n'avait fourni à la jeunesse française autant de bonnes raisons de servir son pays, de haïr ou de mépriser

42. *L'Action française*, 30 mars 1933 cité par Eugen Weber, *op. cit.*, p. 316; voir aussi à ce sujet Adolf Kimmel, *Der Aufstieg des Nationalsozialismus im Spiegel der französischen Presse 1930-1933*, Bonn, H. Bouvier, 1969, p. 166-167 et Charles Micaud, *La Droite devant l'Allemagne*, Paris, Calman-Lévy, 1945.

43. *L'Action française*, 3 mai 1930 cité par Eugen Weber, *op. cit.* p. 314.

44. *Le Figaro*, 22 oct. 1932 in Bernanos, *Essais et écrits de combat*. Tome I, Paris, Gallimard, 1971, p. 1264.

celui des autres, et toutes ces raisons se trouvent rangées à leur place, par ordre alphabétique, dans le *Dictionnaire politique* de M. Charles Maurras. Cette espèce de sécurité intellectuelle lui inspirait une dédaigneuse pitié pour ce qu'elle appelait le « patriotisme sentimental » de ses grands-pères. Elle a compris trop tard – ou peut-être n'a-t-elle pas encore compris – que le nationalisme, avec tout son arsenal de formules, ses vastes constructions logiques, n'était qu'un système défensif, comme celui de la ligne Maginot. Les lignes Maginot ne nous ont pas porté bonheur »<sup>45</sup>.

45. *Essais et écrits de combat*, t. II, p. 268..